DE : Monsieur Jean-François Roberge
Ministre responsable de la Laïcité

Le 23 janvier 2024

TITRE : Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la *Loi sur la laïcité de l'État*

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Contexte

La *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi) a été sanctionnée le 16 juin 2019. Elle reflète le parcours historique, les valeurs sociales distinctes et les aspirations collectives du Québec en ce qui concerne les relations entre l'État et les religions.

La Loi prescrit, à son article 34, qu'elle s'applique nonobstant les articles 2 et 7 à 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (Charte canadienne). L'édiction de cette disposition dérogatoire en vertu de l'article 33 de la Charte canadienne, constituant la Partie I de la Loi constitutionnelle de 1982, permet de préserver le principe de souveraineté parlementaire. Cet article limite toutefois la durée de la validité de toute disposition dérogatoire à un maximum de cinq ans après son entrée en vigueur. Une disposition dérogatoire peut toutefois être reconduite par le Parlement l'ayant adoptée afin de prolonger ses effets dans le temps.

2- Raison d'être de l'intervention

Le 16 juin 2024, l'article 34 de la Loi, qui comprend la disposition dérogeant à la Charte canadienne, cessera d'avoir effet puisque cinq années se seront écoulées depuis son entrée en vigueur. En conséquence, la disposition dérogatoire à la Charte canadienne doit être reconduite afin de préserver l'intégrité et la pérennité de la Loi.

3- Objectifs poursuivis

La reconduction de la disposition dérogatoire préserverait tant la souveraineté parlementaire du Parlement québécois qui lui permet de mettre en œuvre des choix de société avec autonomie que la pérennité de la Loi opérationnalisant le modèle québécois de laïcité de l'État.

4- Proposition

Il est proposé de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi dans le but de reconduire l'article 34 de la Loi. Ce projet de loi n'édicterait que deux dispositions disposant tant de la reconduction de la disposition dérogatoire actuellement en vigueur que de la date d'entrée en vigueur de la disposition reconduite, soit cinq ans après l'entrée en vigueur de la disposition originale.

Cette proposition permet l'atteinte de l'objectif poursuivi, puisqu'elle préserve le principe de souveraineté parlementaire et reconnaît le droit au Parlement du Québec d'assurer la pérennité du modèle québécois de laïcité.

5- Autres options

Afin d'atteindre l'objectif poursuivi en respectant les conditions prévues à l'article 33 de la Charte canadienne, aucune autre option n'est envisageable.

6- Évaluation intégrée des incidences

Reconduire la disposition dérogeant à la Charte canadienne contribuerait à préserver le principe de souveraineté parlementaire et à assurer la protection de la viabilité et de l'intégrité de la Loi, laquelle a renforcé la cohésion sociale en permettant à des citoyens aux croyances diverses de faire nation ensemble dans un État neutre et séparé des religions. La reconduction de cette disposition contribuerait à maintenir le droit en vigueur relatif au modèle québécois de laïcité ainsi que la Loi qui l'institue. La stabilité du droit et la prévisibilité des normes auxquelles sont assujettis les citoyens constituent des piliers de l'État de droit qu'il importe de préserver, ce que la proposition permettrait de faire. Bien que la reconduction de la disposition dérogatoire risque d'être critiquée, surtout ailleurs au Canada, elle contribuera à préserver l'intégrité et la pérennité de la Loi et des choix de société qu'elle affirme ainsi que leur légitimité.

7- Consultation entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

Aucune consultation n'a été effectuée.

8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

Pour reconduire l'article 34 de la Loi, le projet de loi devrait être sanctionné avant le 16 juin 2024 et ainsi passer par toutes les étapes du processus législatif avant cette date butoir, dont l'étude en commission parlementaire.

9- Implications financières

Il n'y a pas d'implication financière directe pour le gouvernement.

Ministre responsable de la Laïcité,

JEAN-FRANÇOIS ROBERGE